ON CONTINUE DE METTRE LA PRESSION SUR LE GOUVERNEMENT !

1ER DÉCEMBRE, EN GRÈVE ET DANS LA RUE !

Nous sommes toujours en colère. Les cortèges se succèdent contre la vie chère, les salaires de misère, l'austérité qui fait payer la crise à celles et ceux qui ne l'ont pas provoquée. **Le gouvernement a été obligé de céder sur plusieurs points mais le compte n'y est toujours pas.** Le mardi 1er décembre, un nouvel appel unitaire à la grève interpro est lancé. La CNT-SO sera dans la grève et dans la rue, avec ses syndicats et ses sections, dans tous les secteurs.

Ce qui fait peur en haut, c'est la grève qui dure, qui bloque l'activité économique et qui s'organise à la base, dans des assemblées générales souveraines. Pour l'instant, cet objectif est loin d'être atteint. **Il est devant nous, mais nous ne nous résignons pas et il faut continuer à construire la grève générale !** Elle ne se décrète pas d'en haut : elle se construit lieu de travail par lieu de travail, établissement par établissement.

SALAIRES, C'EST TOUJOURS LA GALÈRE !

Le jour même de la grève, le Smic augmentera de 1,6 %. Cette hausse met en lumière des années de tassement : dans des dizaines de branches, les minima conventionnels s'enfoncent sous le Smic. Les qualifications, l'ancienneté et l'expérience ne se traduisent plus en salaire, et des salarié·es restent « scotché·es » au Smic pendant dix ou quinze ans. Dans la fonction publique, le point d'indice reste gelé pour la quatrième année**, des milliers d'agent se retrouvent avec des grilles indiciaires intérieures au SMIC compensées par des primes qui ne seront pas prises en compte pour la retraite**. Les pensions sont gelées et sous-indexées jusqu'en 2030.

Ce tassement n'est pas une fatalité : c'est une politique patronale délibérée, que l'État aggrave quand il bloque lui-même l'agrément d'accords salariaux. Le décret du 10 novembre, qui ne touche qu'à des exonérations de cotisations à partir de 2027, n'y changera rien. On ne peut compter ni sur le bon vouloir du patronat, ni sur des tables rondes, ni sur des comités de suivi : **seul la lutte dans nos boites, dans nos services permettra d'arracher des augmentations de salaire !**

Ce n'est pas simplement une question de « pouvoir d'achat », **mais de répartition égalitaire des richesses** : les Français les plus fortunés ont considérablement augmenté leurs richesses, les cours boursiers, les profits des entreprises et les dividendes des actionnaires sont en hausse record. Les entreprises doivent cesser d'être gavées d'argent public. Ces masses d'argent, c'est l'exploitation de notre travail qui les a produites ; elles doivent revenir aux travailleur·euses !

PUBLIC ET PRIVÉ : UNE SEULE LUTTE !

Qu'on soit agent·e public·que, salarié·e d'une PME, du nettoyage, de la santé, de l'éducation, de la logistique ou des plateformes, intérimaire, etc., nous subissons la même politique. **Ne laissons personne se battre seul·e dans son secteur.** Le 1er décembre doit être une nouvelle occasion de se retrouver entre travailleur·euses de secteurs différents, et avec la jeunesse en lutte, de relier nos revendications.

LE MONDE DU TRAVAIL ET LA JEUNESSE : SOLIDARITÉ !

Les jeunes ne sont pas des spectateurs de notre lutte : n'oublions pas que c'est eux qui ont allumé la mèche ! Face à elles et eux, le gouvernement ne répond que par la matraque, les nasses et les interpellations préventives. Nous exigeons l'arrêt des poursuites et la relaxe de toutes les personnes interpellées. **Les lycéen·nes, étudiant·es et travailleur·euses se battent pour le même avenir** : cortèges communs, assemblées communes, solidarité face à la répression !

NOUS CONTACTER / INFOS : contact@cnt-so.org cntso_fr cnt-so.bsky.social cnt-so.org